



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Le choix d'une société

Maryvonne Bodiguel

Citer ce document / Cite this document :

Bodiguel Maryvonne. Le choix d'une société. In: Économie rurale. N°122, 1977. pp. 3-7;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1977.2517>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1977_num_122_1_2517

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

Les agriculteurs, dans les années d'après guerre, ont dû faire face à une sévère alternative : adopter le « progrès » c'est-à-dire de nouveaux modes de production et de vie ou, à plus ou moins brève échéance, disparaître. Dans les années 1970, après avoir adopté le progrès pour survivre et s'être intégré dans les rouages de l'économie nationale, bon nombre d'agriculteurs ont pris conscience de la précarité de leur situation économique malgré leurs efforts d'adaptation et de modernisation ; il faut aujourd'hui tenter de survivre au progrès. L'agriculteur a perdu son identité traditionnelle « de paysan » et la société villageoise s'est effritée sous les assauts de la société globale. Nous sommes amenés à nous interroger sur la place nouvelle de l'agriculteur dans la société nationale et sur les conditions de survie d'une société locale originale.

Abstract

The choice of a society - Farmers in post-war years have had to face a sharp alternative — either to adopt « progress », new production methods and a new way of life, or to disappear altogether in the near future. In the 70's many farmers who had adopted progress to survive and who had been caught up in the workings of the national economy gradually became aware of their precarious economic situation in spite of their attempts to adapt and modernize. Today they have to try to survive progress. The farmer has lost his traditional « peasant » identity and village society has crumbled before society at large. We must now reconsider the present role of farming in society as a whole and whether an original local society can survive.

LE CHOIX D'UNE SOCIÉTÉ

Maryvonne BODIGUEL

Chargée de recherches au CNRS

Les agriculteurs, dans les années d'après guerre, ont dû faire face à une sévère alternative : adopter le « progrès » c'est-à-dire de nouveaux modes de production et de vie ou, à plus ou moins brève échéance, disparaître. Dans les années 1970, après avoir adopté le progrès pour survivre et s'être intégré dans les rouages de l'économie nationale, bon nombre d'agriculteurs ont pris conscience de la précarité de leur situation économique malgré leurs efforts d'adaptation et de modernisation ; il faut aujourd'hui tenter de survivre au progrès. L'agriculteur a perdu son identité traditionnelle « de paysan » et la société villageoise s'est effritée sous les assauts de la société globale. Nous sommes amenés à nous interroger sur la place nouvelle de l'agriculteur dans la société nationale et sur les conditions de survie d'une société locale originale.

THE CHOICE OF A SOCIETY

Farmers in post-war years have had to face a sharp alternative — either to adopt « progress », new production methods and a new way of life, or to disappear altogether in the near future. In the 70's many farmers who had adopted progress to survive and who had been caught up in the workings of the national economy gradually became aware of their precarious economic situation in spite of their attempts to adapt and modernize. Today they have to try to survive progress. The farmer has lost his traditional « peasant » identity and village society has crumbled before society at large. We must now reconsider the present role of farming in society as a whole and whether an original local society can survive.

Dans les années d'après-guerre, les agriculteurs ont dû faire face à un dilemme, adopter le progrès que la société globale leur offrait ou disparaître. La majorité d'entre eux, avec plus ou moins de bonheur, ont accepté le progrès pour survivre et avec lui la fin d'une certaine vie rurale traditionnelle.

A une existence intégrée dans un milieu naturel où chaque camp est personnalisé, et dans une vie sociale où chacun a une place bien définie et un rôle à tenir, va se substituer au fil des années un mode de vie de plus en plus atomisé.

Pour l'agriculteur modeste qui ne peut plus vivre du système de production traditionnel, devenir même petitement un rouage de la chaîne de production industrielle, c'est introduire du même coup chez lui, d'une manière coercitive, un autre monde, avec peu de chance de s'y adapter d'une manière satisfaisante. Les structures de l'exploitation familiale, l'absence de capitaux, la formation et l'information insuffisantes lui rendent la tâche difficile. Cependant tenter quelque chose pour rester à la terre est une nécessité et prendre ce qu'offre le système économique dominant est une obligation.

SURVIVRE AU PROGRES

Le paysan a défié le progrès dans les années d'après-guerre, le croyant garant de l'essentiel, son

identité économique et sociale. Le « progrès » a traîtreusement balayé ses raisons d'être ; drainant des valeurs nouvelles, il a bousculé les valeurs locales. Les moyens d'expression sociale qu'étaient l'ancienneté du patrimoine, la taille de l'exploitation, les réseaux d'entraide et la parenté, ont perdu une grande part de leur signification. La nouvelle société laisse l'individu dans un face-à-face avec lui-même et avec des partenaires économiques dont les rôles s'inscrivent sur le papier, et non dans ces échanges fréquents dans un espace balisé par les membres d'une collectivité où chacun existe socialement pour son voisin.

La pénétration progressive de la société urbaine par d'autres voies que le progrès technique a largement contribué à la désintégration de la société traditionnelle. Depuis une douzaine d'années les services se regroupent dans un village centre d'accès aisé ou au chef-lieu de canton. Les ruraux vivant tous dans un rayon de 10 km vont à la banque, à l'épicerie, au supermarché au même endroit.

Au début de ce processus de concentration, les déplacements se faisaient souvent le dimanche : à la sortie de l'église, on achetait les biens de consommation courante tout en bavardant, en échangeant des nouvelles avec les gens des environs ; si l'animation de chaque bourg en particulier en souffrait, la vie sociale en général en pâtissait peu. Les choses vont

* Extraits d'une communication présentée au Congrès mondial de Sociologie rurale à Torun (Pologne) en août 1976.

cependant très vite évoluer : les automobiles se multiplient, les femmes passent le permis de conduire. Les courses au supermarché peuvent être faites à n'importe quel moment de la semaine. Chaque exploitation s'organise suivant les exigences du travail, traite des vaches, surveillance, alimentation des animaux... La main-d'œuvre réduite à la famille conjugale amène à privilégier faute de temps les tâches matérielles au détriment des relations sociales traditionnelles. La grand'messe elle-même est écartée et la faveur donnée aux offices du soir. Seuls les adolescents et les vieux ont encore réellement le temps de flâner le dimanche matin et de commenter par le menu les événements locaux.

Les moyens modernes d'information vont concourir à cette évolution. Au début, lorsque quelques agriculteurs seulement possédaient la télévision, l'occasion se présentait souvent d'inviter les voisins à regarder quelques émissions. L'invasion des exploitations par les récepteurs à partir de 1965 va réduire encore les occasions de contacts et contribuer à détruire les dernières habitudes communautaires. Grâce à la médiation de la télévision, l'agriculteur va vivre à l'heure de la société urbaine et progressivement s'imprégner de ses besoins.

Avant les années 60, bien des ruraux n'ont guère quitté les limites de leur département ; les modes de vie nouveaux observés à travers le théâtre, les films, la publicité deviennent le rêve à réaliser pour être de « son temps ». De nouveaux besoins se créent et leur satisfaction est rendue possible par une élévation certaine du niveau de vie.

L'exploitant, hier encore installé chez lui sans confort, va rapidement prendre conscience du mouvement infernal dans lequel il se trouve engagé. Certes, il faut moderniser son habitat, introduire dans sa vie quotidienne ce qu'offre une civilisation évoluée ; tout cela devient possible grâce à un travail plus rationnel, productif et rentable. Une aisance relative permet de mettre l'eau courante, d'acheter réfrigérateur, machine à laver et télévision. Après l'acquisition de ce qui paraît essentiel, le besoin, l'envie subsiste grâce à une sollicitation permanente à travers les mass-media.

L'agriculteur, qui est passé en une génération d'un mode de vie très proche du 19^e siècle à celui de l'ère industrielle, a gardé les réflexes d'antan d'économie, de calcul, surtout pour tout ce qui touche à la maison, traditionnellement sacrifiée à l'exploitation. Après un premier engouement d'entrepreneur nouveau-né, le paysan se réveille et s'interroge devant l'envahissement de la société de consommation comme un citadin n'a jamais pu le faire, tant il y est habitué depuis toujours.

D'ailleurs sont venues les techniques qui permettent de mieux travailler et de mieux vivre ; en les adoptant les agriculteurs se sont installés dans une dépendance toujours accrue par rapport à la société globale. Ses

messages n'étaient au départ que suggestions heureuses qui répondaient à un vœu légitime de ne pas être les laissés pour compte. Mais cette première étape franchie, la société du gadget guette l'exploitant comme le citadin qu'il imite, et il y prête une oreille d'autant plus attentive qu'une large diffusion des idées lui fait désirer l'égalité des modes de vie avec les gens de la ville.

Ce désir prend un jour, pour quelques privilégiés, tournure d'aliénation. Ils réalisent qu'ils ne désirent plus l'objet nécessaire « pour être pareil ». Le changement est fondamental : dans le premier cas, on se juge encore en fonction du système et de la hiérarchie des valeurs de la société locale ; dans le second cas, ces mêmes valeurs doivent affronter celles de la société globale et s'y plier directement ; on aspire à s'identifier à de nouveaux modèles. Cette aspiration sans fin, insatisfaite, s'accroît et se transforme en besoin de posséder ce que partage le plus grand nombre et que la publicité, les magazines, la radio, la télévision font apparaître comme chargé de félicité. Chez certains agriculteurs s'étant assuré un niveau de vie convenable, une question aujourd'hui fait son chemin : la course à la croissance, au profit et à la consommation vaut-elle la peine d'être menée jusqu'à plus faim ?

A l'inverse de l'homme des villes, l'homme de la campagne, de la terre se souvient encore de ce qu'il a laissé derrière lui, il y a peu de temps, et sa mémoire est encore attisée par un courant d'idées qui traverse la société urbaine elle-même : s'il n'y prend garde, il sombrera sous les nuisances. La faune, la flore, les paysages des campagnes doivent être protégés, l'urbanisation sauvage combattue, l'implantation des résidences secondaires disséminées ça et là dans l'anarchie réglementée ; la ruralité est une valeur sûre à garder et la campagne le poumon d'un pays. Le paysan d'hier se sent aujourd'hui un peu revalorisé et peut-être demain s'estimera-t-il investi d'une mission de sauvegarde de la nature. Du moins ce courant de pensée « écologique » l'aide-t-il à faire un retour sur lui-même et à s'interroger sur ce que le progrès lui a fait gagner et perdre.

C'est ainsi qu'à peine sorti de l'ordre traditionnel, il en chante déjà les louanges, qu'après avoir bradé ses vieux meubles, il restaure précieusement les quelques rescapés de l'euphorie du changement ; toujours crispé sur sa terre il cherche à retenir ses propres racines.

D'où qu'ils soient partis, de l'aisance relative à la plus grande pauvreté, la plupart des agriculteurs prennent aujourd'hui leur distance face au « progrès ». Ils savent, expérience faite, que c'est une arme à multiples tranchants qui peut les faire vivre mieux, en éliminer certains tout-à-fait, ou empoisonner toute une existence faute de pouvoir s'y adapter. Peuvent-ils encore choisir et privilégier une certaine qualité de la vie au détriment de leur niveau de vie ?

INVENTER LE PROGRES

« Il est plus facile d'être de son temps que d'être de quelque part » écrit Pierre Jakez Hélias en méditant sur l'avenir de la société bigoudène (1). Il a été demandé au paysan d'être de son temps, pouvait-il en même temps rester de quelque part ?

Etre de son temps, c'est d'abord en matière économique vivre non plus à l'heure de son clocher mais aux écoutes des tribunes parisiennes. Le « progrès » proposé doit aider l'Etat à répondre à des besoins nationaux particulièrement urgents. Dans les années d'après-guerre, les agriculteurs ravitaillent le pays et doivent faire un effort supplémentaire pour permettre l'exportation, l'entrée des devises nécessaires à la renaissance de l'industrie... et à l'achat du matériel agricole à l'étranger. Cet appel à la productivité reflète une idéologie dont s'imprègnent les campagnes les plus reculées : la production doit répondre aux besoins d'un marché national et bientôt européen, et se développer en vue d'une intégration progressive aux activités industrielles dans le cadre d'une économie capitaliste. Ainsi l'Etat prépara-t-il l'avènement de temps nouveaux.

Le paysan n'y entend rien au début, et le progrès ne change pas fondamentalement pour lui le cours des choses. Mais en 1960, l'Etat et même le syndicat des jeunes agriculteurs parlent de structures agricoles inadaptées et de changements fondamentaux nécessaires (2) : ils parlent d'exploitations trop exiguës à faire disparaître, du morcellement néfaste à la mécanisation à supprimer, de planification de production, d'économie contractuelle, d'agriculteurs compétitifs. Que veut dire cette compétition économique pour un paysan qui ne connaît que celle des comices agricoles ? A partir de ce moment, chacun sent craquer de toutes parts une société rurale qui jusqu'alors existe, consomme dans une aire restreinte où l'interconnaissance et la promiscuité pèsent sur les consciences et les destinées individuelles.

Avant l'introduction massive du progrès technique, seule la société locale compte vraiment pour chacun ; l'autre, la société nationale lointaine, urbaine, n'est perçue qu'à travers des filtres successifs et arrive au village réexprimée en termes du terroir. Cette société, en suscitant la modernisation des exploitations agricoles, engage une guerre d'usure, non pas seulement contre une forme d'économie mais contre un ensemble humain où production, famille, vie sociale, histoire, sont tellement intégrés les uns aux autres qu'on peut parler de civilisation rurale. La domination s'instaure au travers du nouveau système de production mis en place et grâce à un pouvoir centralisateur et unifor-

misant conforté par une économie de plus en plus dépendante des marchés nationaux et internationaux. L'évolution des moyens de production, de l'organisation du travail, la transformation de la commercialisation amorcent l'éclatement des relations sociales traditionnelles. L'élévation du niveau de vie rend plus aisé l'accès aux moyens de communication et vient asseoir définitivement l'emprise de la civilisation urbaine industrielle. Parce qu'aujourd'hui chacun le connaît dans ses expressions économiques et sociales multiformes, le pouvoir étatique pénètre toutes les formes de la vie économique et sociale locale, et s'installe souverainement. Dans ces conditions le paysan d'hier peut-il être encore aujourd'hui entrepreneur agricole breton, gascon, lorrain ?

On a parlé d'acculturation des populations rurales, les normes, valeurs, modes de vie de la société englobante laminant la vie traditionnelle locale. Il faut bien dire que pour survivre économiquement l'agriculteur ne pouvait qu'adopter ce que la société globale lui offrait comme planche de salut. En transformant l'exploitation familiale en unité de production moderne, il détruisait du même coup l'un des fondements essentiels de la civilisation locale et la mettait de ce fait en péril. Mais que faire d'autre, la survie commandait d'être de son temps.

Un développement intégré de la vie économique et sociale est-il possible dans une telle situation ? Le système économique proposé et le système économique local sont incompatibles ; le premier supprime le second alors qu'il est une pièce maîtresse dans l'édifice social qui progressivement voit sa ruine assurée. Le problème, jusqu'à présent, a rarement été posé en ces termes ; **lorsqu'on parle de modernisation de la vie rurale, en harmonie avec l'évolution technique de l'agriculture, on pense essentiellement à son adhésion aux nouveaux modèles proposés par la société globale et non à la survie de la civilisation rurale locale malgré la technologie et l'organisation nouvelle de la production agricole.** En France, la centralisation politique, administrative, économique, va à l'encontre d'un tel souci. Un mouvement se fait jour cependant, surtout dans les régions aux particularismes historiques récemment encore très vivants ; les responsables de l'aménagement du territoire eux-mêmes définissent une nouvelle unité de développement, le « pays ». Un « pays », ensemble formé d'une ville-centre (entre 5.000 et 15.000 habitants) et de sa zone d'attraction géographique, peut couvrir un ou plusieurs cantons. Pour le monde rural, le « pays » est une zone intermédiaire entre la commune et le département, dans laquelle il peut réaliser la majorité de ses activités économiques et sociales ; c'est en fait une zone de relations. Ces « pays » peuvent proposer des projets de développement et éventuellement l'Etat y prêter attention et passer avec eux des « contrats ». Cette expérience et d'autres réalisées grâce à des initiatives privées définissent un nouveau cadre de recherche : le développement micro-régional.

(1) HELIAS, P.J., *Le cheval d'orgueil*, Paris, éd. Plon, coll. Terre Humaine, 1975, p. 528.

(2) Loi d'orientation agricole de 1960 et loi complémentaire de 1962.

Cette initiative des pouvoirs publics fait écho aux réflexions des sociologues ruraux français depuis plusieurs années. Les limites villageoises ne peuvent plus être un cadre d'analyse de la vie sociale, les limites administratives cantonales ou départementales sont encore moins adaptées. Il existe un niveau intermédiaire que les habitants eux-mêmes délimitent au travers de leurs activités quotidiennes : échanges commerciaux, information locale, loisirs, aire de parenté... Cet échelon intermédiaire, cet espace social qui n'a pas de réalité administrative tente d'exister aujourd'hui dans quelques régions de France sur un appel venu de la base (3). Devant l'emprise économique, sociale, culturelle de la société dominante, certaines collectivités locales tentent de s'organiser en créant des associations intercommunales capables de susciter et de coordonner des actions ; parfois aussi les organismes locaux déjà existants, culturels, économiques, aident les populations à s'exprimer. Car il s'agit bien d'exprimer une existence originale au sein d'une société dominante très prégnante et de redéfinir sur un terroir en fonction d'un passé, d'une économie, d'une idéologie, de besoins, aussi bien le progrès technique que l'occupation de l'espace, l'organisation sociale et culturelle. Cette volonté d'organiser « l'affirmation des différences », de refuser l'intégration complète et irréversible, et de retraduire et sélectionner les demandes d'une civilisation industrielle de masse en fonction de systèmes de valeurs locaux, est un phénomène nouveau sur lequel le sociologue, l'économiste, l'administrateur peuvent s'interroger longuement.

Sera-t-il un dernier sursaut des sociétés locales traditionnelles avant l'agonie définitive ? Est-ce au contraire l'amorce d'une nouvelle « société rurale », intermédiaire entre la ville d'aujourd'hui et la campagne d'autrefois, produit hybride d'un système de valeurs sociales et culturelles forgé par l'histoire, et de nécessités économiques et politiques forgées par l'Etat omniprésent ?

VERS QUELLE SOCIÉTÉ ?

A cette croisée de chemins, le sociologue ruraliste s'interroge. Les études de villages sont-elles dépassées, ne rendent-elles compte que d'une réalité économique, sociale, politique moribonde ? Oui, pour toutes les raisons que nous venons d'évoquer. Non cependant : le village est toujours l'ensemble humain le plus proche de l'individu et par conséquent le plus apte à expliquer de nombreux phénomènes sociaux. Par ailleurs, commune et village traditionnels coïncident presque toujours ; pour toutes études d'ordre politique, administratif, statistique, l'échelle villageoise demeure valide.

Pourtant, il faut bien dire que la monographie de village solitaire est un instrument stérile pour le socio-

logue, elle demande soit à être confrontée à de nombreux travaux semblables à partir de critères de choix précis, ou à une région environnante aux frontières mal définies. Le village a perdu son identité économique et sociale d'antan et avec elle cette quasi-autonomie qui en faisait l'originalité. Problèmes économiques de l'exploitation agricole, modernisation et progrès technique, idéologie, vie de relations trouvent de moins en moins leur expression dans le seul cadre villageois, et pas encore dans le cadre citadin. Une série de questions s'imposent alors, gravitant autour d'un thème central, **l'identité nouvelle de la société rurale, sa spécificité, par rapport à l'urbain, sa définition spatiale, sociale, culturelle, sa définition temporelle dans une continuité historique.**

L'agriculteur sur son exploitation est de plus en plus atomisé. Jadis les relations sociales les plus fréquentes étaient dues aux tâches journalières. Aujourd'hui la mécanisation conduit au travail solitaire, et aux emplois du temps écrasants faute de personnel ; les réunions professionnelles, souvent intercommunales, s'organisent par spécialités, suivant les besoins techniques des exploitations. Il est habituel de ne pas voir pendant plusieurs semaines un proche agriculteur de sa génération qu'il y a quinze ans encore on rencontrait fréquemment. L'ensemble des adhérents d'une CUMA (4) peuvent ne jamais tous se réunir, sauf à l'assemblée générale annuelle, les réunions s'organisant à partir des besoins de chacun autour d'un matériel précis. Les réunions professionnelles deviennent de plus en plus techniques et cloisonnées au niveau micro-régional par spécialités et problèmes. L'éclosion de nouvelles formes de relations villageoises à partir des données actuelles du travail agricole s'avère difficile. La commercialisation des produits de l'exploitation était jadis un des sommets de la vie sociale. Acheter et vendre au marché, à la foire, était un jeu avec ses rites et ses superstitions. Producteur, acheteur et spectateur accomplissaient, en même temps qu'une fonction économique, un acte social de première grandeur. Aujourd'hui, le marché est en partie déshumanisé. L'agriculteur veut vendre viande, fruits, légumes par contrat et même sur catalogue pour des productions standardisées comme le porc. Les relations commerciales deviennent abstraites, désincarnées.

La terre, valeur sociale par excellence, prend une importance toute relative dans l'exploitation avec le développement des productions industrielles « sans terre » (poulets, veaux, porcs en batterie). La négation partielle de sa valeur agricole contribue à l'éclatement du système social villageois. La cultiver ou non, c'était le code qui permettait de traduire certains comportements, une échelle d'évaluation sociale pratique. L'évaluation sociale au village se fera de plus en plus sur l'estimation du capital et de la masse des transactions commerciales, sur la foi non pas d'un héritage,

(3) BODIGUEL, Maryvonne, *Les paysans face au progrès*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1975, 200 p., p. 104.

(4) Coopératives d'utilisation de matériel en commun.

d'un patrimoine, mais d'une compétence individuelle. La terre devient un objet de spéculation, face aux citadins envahissants, une « réserve » pour l'Etat. Grandeur et décadence de l'exploitation familiale, pâle reflet de ce qu'elle était jadis : grandeur car l'exploitation est plus familiale que jamais, mais réduite aux conjoints et aux enfants (comme à la ville) ; décadence car ce foyer rural, où « au même pot et au même feu » cohabitent valets et trois générations, a sombré. A termes identiques, valeurs économiques et sociales différentes.

De cet effritement des sociétés rurales traditionnelles émergent cependant **des persistances d'un certain ordre social**, qu'il serait temps de cerner davantage.

A côté des circuits de vente préfabriqués, coopératifs ou privés, et des marchés traditionnels toujours en place, surtout marché de bestiaux, se sont organisés d'autres moyens de commercialisation, modernes, « personnalisés », marchés au cadran, marchés d'intérêt national, groupements de producteurs où les agriculteurs se rencontrent libres de vendre ou non et conservent une part, moindre que jadis certes, de ce jeu social dans la commercialisation. Des agriculteurs choisissent volontairement de ne plus être isolés mais d'accomplir ensemble une fonction essentielle à leur univers. Quelle est la part de l'économique et du social dans le choix des débouchés ?

Les ruraux dans leur ensemble paraissent vouloir conserver ces contacts traditionnels autour de biens à acheter ou à vendre. Si les marchés traditionnels ont perdu leur importance dans les transactions commerciales agricoles, ils gardent par contre un attrait certain comme lieu de rencontre où se brassent les informations relatives à une petite région et peut-être aussi comme lieu de bains culturels traditionnels. N'y voit-on pas fleurir les comptoirs de produits régionaux, de produits biologiques locaux dits « d'antan », de plantes médicinales usuelles dans la contrée, tisanes, herbes diverses, remèdes de bonnes femmes. Combien de ruraux ne vont-ils pas au marché en sortant de faire leurs courses dans une grande surface, pour le seul plaisir de se retrouver chez soi, entre soi. Nous sommes encore fort démunis devant ces créations ou créations récentes de comportements sociaux tout à la fois intégrant les impératifs de la société globale et pourtant s'affirmant toujours en marge. Cette volonté d'affirmer une continuité va, dans certaines régions surtout, s'appuyer sur une expression culturelle revivifiée par les jeunes eux-mêmes : fez noz, airs folkloriques actualisés par la musique pop, fête des battages à l'ancienne avec faucilles, gerbes, batteuse et réjouissances ; on ne peut passer sous silence le succès d'une littérature paysanne récente qui fait école et inspire même les publicistes (5). Le paysan a pris

une valeur symbolique et se vend d'autant mieux qu'il n'existe plus. Est-ce là une simple réaction à l'action uniformisante de l'univers urbain et d'un pouvoir centralisateur ? Est-ce l'affirmation d'une identité sociale originale à un niveau régional et micro-régional, devant la disparition progressive d'une identité sociale villageoise ? Ce n'est pas au hasard que les ruralistes, sociologues, géographes se préoccupent particulièrement « d'espace rural » depuis quelques années. Confrontés à la civilisation industrielle et urbaine, les hommes tentent de redéfinir leur espace social, une aire dans laquelle se réaliseraient les fonctions économiques, sociales, culturelles essentielles qui jadis étaient l'apanage du village. La diffusion de l'idée de « pays », petite région aux limites imprécises mais au contenu affectif d'une grande importance lorsqu'il s'agit de se situer et de reconnaître ses semblables, ne serait-elle pas une tentative de recréation d'une société rurale élargie ?

LA RECREATION D'UNE SOCIETE RURALE ELARGIE ?...

Dans ce cas, comment cette transformation va-t-elle se faire, quel cheminement suivront ces comportements nouveaux ? Etat, citadins et ruraux s'affrontent à visage découvert sur un même terrain : l'Etat aménage, sous l'emprise des besoins nationaux, le rural restructure son espace social sous l'emprise de la nécessité, le citadin cherche à concrétiser ses rêves d'évasion et un retour aux sources. L'hétérogénéité des buts laisse supposer l'ampleur des problèmes à résoudre.

Une question demeure fondamentale. Doit-on voir dans les tentatives actuelles d'animation micro-régionale, de survivance et de revivance de traditions économiques et culturelles, l'instinct de conservation des sociétés rurales qui trouveraient une nouvelle expression dans une aire géographique mieux adaptée à la technologie du XX^e siècle ? Ou penser que tout cela est manœuvre de notables nostalgiques et que la « base » sombrera dans l'indifférence avec l'an 2000.

Les agriculteurs embrigadés dans une organisation économique verticale dont ils ne peuvent se défaire, peuvent-ils imaginer un retour à l'autarcie ou rêver d'une organisation économique micro-régionale qui préserverait une quelconque originalité locale ? Non, dans notre système capitaliste une économie agricole de terroir ne peut être le moteur d'un épanouissement micro-régional spécifique.

Cette recréation d'une entité régionale vivante va-t-elle alors s'appuyer sur des solidarités horizontales, sociales et culturelles, envers et contre le mouvement économique ascendant ?

Quel sera alors son sens et sa portée ? Peut-on soustraire aux valeurs sociales et culturelles un de leurs supports essentiels sans leur ôter du même coup une grande part de leur emprise sur la destinée d'une micro-région ?

(5) La « Mère Denis » du lavoir à la machine à laver en passant par ses « mémoires ».